



**PRÉFÈTE
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
de la protection des populations
Service environnement et prévention des risques**

**Arrêté n° 161/DDPP/2021
Portant mise en demeure au titre de la réglementation
des installations classées pour la protection de l'environnement**

**La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L. 171-7, L. 511-1 et R. 512-46 et suivants ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 nommant madame Catherine SÉGUIN, préfète de la Loire ;

Vu l'arrêté d'autorisation du 4 mai 2005 modifié réglementant l'exploitation par la société BSN GLASS PACK devenue OI MANUFACTURING FRANCE d'une activité de fabrication de verres bouteilles haut de gamme sur le territoire de la commune de VEAUCHE, 2 rue de l'Abbé Delorme ;

Vu l'arrêté de prescriptions complémentaires du 13 mars 2015 modifié prescrivant à la société OI FRANCE le respect des dispositions des Meilleurs Techniques Disponibles (MTD) ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 16 décembre 2020, établi suite à la visite d'inspection du 12 novembre 2020, constatant des non-conformités au regard des prescriptions de l'arrêté de prescriptions complémentaires du 13 mars 2015 susvisé, s'agissant notamment des rejets atmosphériques et de l'autosurveillance ;

Vu l'absence d'observation émise par l'exploitant sur le projet d'arrêté transmis ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions applicables à l'installation susvisée ne sont pas respectées et qu'il y a donc lieu de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation et de prendre les mesures nécessaires, afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

Article 1 : – La Société OI FRANCE, pour le site de Veauche (42340) exploité 2 Rue Abbé Delorme, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article 10.2.1 de l'arrêté du 13 mars 2015 susvisé ; pour cela l'exploitant devra être en mesure de fournir des résultats d'autosurveillance sans données manquantes.

Article 2 – La Société OI FRANCE, pour le site de Veauche (42340) exploité 2 Rue Abbé Delorme sur le territoire de la commune de VEAUCHE, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article 9.1.4 de l'arrêté du 13 mars 2015 susvisé ; pour cela l'exploitant devra remettre en fonctionnement son système d'injection de chaux en amont de l'électrofiltre.

Article 3– La Société OI FRANCE, pour le site de Veauche (42340) exploité 2 Rue Abbé Delorme, est mise en demeure de respecter les prescriptions de l'article 10.2.1.1 de l'arrêté du 13 mars 2015 susvisé ; pour cela l'exploitant devra fournir l'échéancier d'installation du débitmètre et le bon de commande correspondant.

Article 4 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure au 31 mars 2021, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement susvisé.

Article 5 : Conformément aux dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Ce recours contentieux peut être déposé par écrit auprès de la juridiction ou au moyen de l'application www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Article 6 : Le présent arrêté abroge l'arrêté préfectoral n° 116/DDPP/21 du 12 mars 2021.

Article 7 Le Sous-Préfet de Montbrison, le directeur départemental de la protection des populations, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées et le maire de Veauche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le

18 MARS 2021

Pour le Préfet
et par délégation
Le Secrétaire Général

Thomas BOUTIER

copie adressée à :

Société OI FRANCE
2 rue Abbé Delorme
42340 VEAUCHE
Sous-Préfecture de Montbrison
mairie de Veauche
DREAL UID 42/43
Archives
Chrono